

CONVERGENCE

LE MAGAZINE D'INFORMATION DU RÉSEAU SOLIDAIRE DU SECOURS POPULAIRE FRANÇAIS

N° 385

TRIMESTRIEL-AUTOMNE 2024



TOUR D'HORIZON

À Gaza, notre partenaire
témoigne

5

EN MOUVEMENT

Paris 2024,
la grande fête de l'été

16

DÉCRYPTAGE

62 % des Français
touchés ou menacés
par la pauvreté

7





© Jean-Marie Rayapen / SPF

Dominique,
63 ans, habitante de Bouzel (Puy-de-Dôme)

« J'ai vécu des moments magiques et rencontré de belles personnes. »

« Le Secours populaire, c'est une famille : on est dans l'attention aux autres. »



POUR EN SAVOIR PLUS



Comme je suis toute seule, je ne pars pas en vacances : Gérardmer est mon premier voyage avec le Secours populaire de Clermont-Ferrand, qui m'a accueillie avec beaucoup de bienveillance, sans aucun jugement quand j'ai dû arrêter de travailler comme aide-soignante après une forme de burn-out. Je suis très contente de ce séjour sécurisant très bien organisé, qui sera mes seules vraies vacances. J'ai vécu des moments magiques et rencontré de belles personnes. Le jour où les associations disparaîtront, le monde ne pourra plus tourner. Le pire des maux, c'est la solitude. La solitude tue : tu ne sors plus de chez toi, tu as peur d'aller vers l'autre. Si une association ne sollicite pas les seniors pour faire quelque chose, ils restent chez eux, se renferment sur eux-mêmes et s'éteignent comme des fleurs privées d'eau. Ils n'ont plus besoin de rien. Ils ne se plaisent plus. Ces voyages permettent de casser l'isolement. Le fait de partir en vacances te redonne une existence : tu existes au milieu d'un groupe. Il y a toujours quelqu'un qui va te dire bonjour, te sourire.

SOMMAIRE

L'INVITÉ.E p. 2

L'ÉDITO p. 3

TOUR D'HORIZON

♦ Gard : des vacances dans la Vallée du bonheur p. 4

♦ Paroles de Gaza p. 5

DÉCRYPTAGE

♦ 18^e édition du baromètre de la pauvreté et de la précarité 2024 p. 7

♦ Reportage : Val-d'Oise, avec les oubliés du Vexin p. 10

♦ Reportage : Belgrade, aux côtés des enfants des rues p. 13

EN MOUVEMENT

♦ Un été sportif et solidaire p. 16

VIE DU RÉSEAU

♦ Le dire pour agir p. 18

VOUS SOUHAITEZ AGIR ?

Je fais un don
financier ou
matériel pour
participer aux
actions solidaires

et/ou

je donne de mon
temps en rejoignant
les 80 000 bénévoles
de l'association.



Rendez-vous sur
secourspopulaire.fr



ou par téléphone au
01 44 78 22 28



LE DESSIN



L'ÉDITO



© SPF / Christophe Da Silva

Houria Tareb,
Secrétaire nationale

Accueillir inconditionnellement

L'année 2023 a été marquée par la continuité de la hausse des prix dans de nombreux domaines (alimentaire, hygiène, énergie, carburant, etc.) et par la baisse du pouvoir d'achat. Nous avons dû faire face à un nombre exponentiel de nouvelles personnes en situation de pauvreté. La précarité s'est renforcée et durcie. Les personnes accueillies ayant un reste à vivre négatif sont notre quotidien alors qu'elles étaient à la marge il y a peu de temps. Et cela, sur tout le territoire : ville, périphérie, milieu rural. Dans nos structures, nous nous mobilisons et faisons face en développant de nouvelles formes de collecte, en nouant de nouveaux partenariats. Nous tentons d'imaginer de nouvelles solidarités, pour une prise en compte globale de la situation des personnes. Il nous faut toujours accueillir inconditionnellement les personnes qui poussent nos portes mais aussi, pour répondre à ce besoin grandissant, les ouvrir aussi à celles et ceux qui souhaitent renforcer nos équipes de bénévoles. La sortie du baromètre Ipsos / Secours populaire est une formidable opportunité pour témoigner auprès de l'opinion publique des actions que nous menons dans les territoires ruraux et périurbains, notamment avec le développement des « solidaribus » permettant l'accès aux droits. C'est l'occasion pour nous, acteurs de terrain, de mettre toujours plus de sens et d'énergie dans nos actions pour être présents auprès du plus grand nombre.

Éditeur : Secours populaire français, association régie par la loi 1901 et reconnue comme établissement d'utilité publique par décret du 12 mars 1985, 9-11 rue Froissart 75003 Paris. Directrice de la publication : Henriette Steinberg, Secrétaire générale. Responsable de la rédaction : Thierry Robert, Directeur général. Directrice de la communication : Angela Cabral. Coordination éditoriale : Secrétariat national et Comité éditorial. Convergence N°385 - trimestriel - septembre 2024. Tirage : 201 149. Dépôt légal : septembre 2024 - N°ISSN : 02933292 N°CPPAP : 021H84415. Prix : gratuit. Photo de couverture : Gwendal Le Bec / SPF. Ce numéro comporte, posé en 4^e de couverture, un supplément « *L'Essentiel de l'activité* » sur l'ensemble du tirage.

GARD

DES VACANCES DANS LA « VALLÉE DU BONHEUR »



Dès la première grande étape du séjour, le mont Aigoual, un grand vent de liberté s'est mis à souffler.

© Maïté Baidi / SPF

La forêt, du soleil, des rires. Ce sont les instantanés que les invités du Secours populaire garderont des vacances dans les Cévennes.

Rabia, Claude, Florence et Catherine ont sorti le grand jeu : les bénévoles ont organisé trois séjours de trois jours du 8 au 14 juillet pour 150 personnes. « *Les participants viennent de tout le département* », se réjouit Fabienne Lauron, secrétaire générale du Secours populaire dans le Gard. Des séjours rendus possibles par un legs.

Le car s'est arrêté sur le mont Aigoual où les vacanciers ont admiré la mer au loin, les anciens volcans du Massif central, les Pyrénées à droite et les Alpes à gauche. Pascaline et Fabrice sont venus avec 4 de leurs 6 enfants. « *Prendre l'air, faire découvrir la nature aux enfants, ça me plaît* », raconte Pascaline qui habite à Mantelle, un petit village près de Nîmes.

La famille va à Bordeaux en vacances, tous les trois ans, mais pas cette année

car Fabrice, ouvrier boulanger, est en arrêt de travail depuis deux mois. « *Enfourner le pain, explique Fabrice, le retirer, faire la pâte et lever le plateau, répéter toujours ces mêmes gestes* » lui a déclenché des douleurs dans l'épaule.

.....

« Prendre l'air, faire découvrir la nature aux enfants, ça me plaît. »

.....

Pascaline a arrêté de travailler, il y a plusieurs années, à cause d'une fibromyalgie, une maladie invalidante mais non reconnue par la Maison départementale pour les personnes handicapées. La quarantenaire a fait une série de boulots durs : « *Je suis allée pendant des années à vélo faire les trois-huit à l'usine de vins et de sirops de Beaucaire.* »

À 15 ans, elle avait commencé par faire les saisons : maïs, pommes de terre, melons, pêches, pommes, fraises, « *cerises qu'il faut cueillir avec la petite fleur, la queue et au bon calibre sinon c'est une pénalité* ». Elle a même travaillé, enceinte, dans la restauration. Quand ses filles iront toutes à l'école, elle reprendra les heures de ménage. « *Tout mon travail partirait dans le prix de leur garde, sinon.* »

Après le mont Aigoual et la visite de son centre de sensibilisation au changement climatique, les familles découvrent la résidence de vacances de Saint-Sauveur-Camprieu, au fond de la vallée où coule une rivière appelée « Le Bonheur ». « *Un nom prédestiné* », s'amuse Florence, qui s'assure que tout le monde ait sa chambre. Le bruit de l'eau est omniprésent, il dresse une barrière invisible qui met à distance la vie quotidienne des familles. « *Je suis particulièrement contente d'avoir fait découvrir ce coin des Cévennes que j'aime tant* », se réjouit Catherine, ancienne cadre hospitalière à la retraite, devenue bénévole.

Au dîner, l'humeur est joyeuse. Les femmes apprécient de n'avoir qu'à se mettre les jambes sous la table. « *Nous sommes servies comme des reines* », dit l'une d'elles. Après le dessert, les enfants se retrouvent pour dessiner. Rabia leur a distribué des cahiers de coloriage et des feutres. Les familles vont se coucher dans une atmosphère apaisée. Les enfants s'endorment au rythme de la rivière. Ils rêvent des bisons qu'ils vont rencontrer le lendemain.



POUR EN SAVOIR PLUS



BANDE DE GAZA

« Je vous parle d'une vie qui est à peine une vie. »

Depuis le 7 octobre et les attentats terroristes du Hamas, la population de Gaza essuie un déluge de violence. Sur place, le partenaire du Secours populaire, PMRS (le Secours médical palestinien), n'a jamais relâché ses efforts : aux familles, il offre soins d'urgence, consultations médicales, soutien psychologique. Nous ouvrons nos colonnes à Azaam, 41 ans, coordinateur des équipes de PMRS à Deir Al-Balah.

« Nous avons reçu un appel des forces d'occupation israéliennes à l'aube du 13 octobre 2023, nous ordonnant de quitter la ville de Gaza pour nous rendre dans le sud. Nous avons tout laissé derrière nous. Quitter nos foyers nous a déchiré le cœur. Ma famille et moi sommes hébergés par des proches – nous vivons à 40 personnes dans un appartement de la région de Deir Al-Balah. Je ne peux décrire la terreur dans laquelle nous vivons pendant les attaques, en particulier les enfants. Il nous faut jour après jour lutter pour obtenir de l'eau et de la nourriture, trouver du bois de chauffage. Je vous parle là d'une vie qui est à peine une vie. Avec mes collègues de PMRS, déplacés comme moi à Deir Al-Balah, nous avons formé des équipes de terrain pour apporter des soins aux personnes réfugiées dans les camps. Ce qu'elles vivent n'est pas



Azaam, en juin 2024, dans le camp de Ard Al Ghusen. Al Zawaida, Deir Al-Balah

© PMRS

« Nous sommes témoins, dans les camps de réfugiés, d'innombrables histoires douloureuses, difficiles à imaginer, impossibles à oublier. »

imaginable : ce ne sont qu'épreuves et privations. Dans des tentes bondées, elles survivent dans un total dénuement. Les déchets et les eaux usées s'accumulent entre les tentes, provoquant la propagation d'épidémies et de maladies. Elles sont épuisées par la faim : la nourriture est rare et son prix exorbitant. Le stress psychologique et le sentiment de frustration de la population ont profondément abîmé la société palestinienne. Malgré tout, les gens restent et font face.

Ils sont confrontés à une pression psychologique inhumaine

Quand vient l'aube, nos équipes de terrain partent dans les abris et les camps. Elles marchent de longues distances sur des routes accidentées et dans des zones

surpeuplées. Elles offrent des consultations médicales, administrent des traitements et assurent le suivi des blessures. Elles distribuent de la nourriture, des produits d'hygiène, du lait infantile. Elles apportent un soutien psychologique. Elles organisent des activités récréatives pour les enfants qui sont confrontés à une pression psychologique inhumaine.

Nous sommes témoins, dans les camps de réfugiés, d'innombrables histoires douloureuses, difficiles à imaginer, impossibles à oublier. Je suis hanté par le souvenir d'un homme qui nous a suppliés d'appeler notre psychologue car il devait informer sa nièce, une fillette de 10 ans, que tous les membres de sa famille avaient été tués et qu'elle était la seule survivante. Les enfants de Gaza sont confrontés quotidiennement aux tueries, à la peur et aux privations. Ils souffrent de dépression et sont traumatisés. Ils ont été contraints d'abandonner leur innocence, leur droit à jouer et à apprendre ; ils portent les fardeaux de l'approvisionnement en eau, la collecte de bois de chauffage, les heures de queue pour obtenir du pain.

Nous méritons de vivre

Partout, il y a de la douleur, partout de la désolation. Les gens ont désespérément besoin qu'on soigne leurs blessures, qu'on soulage leur peine. Malgré les difficultés et les dangers que nous rencontrons dans l'exercice quotidien de notre mission, celle-ci nous apporte du réconfort et, parfois même, de la joie. Malgré la destruction, le désespoir et l'absence de solution politique, nous restons convaincus que cette tuerie prendra fin. Nous méritons de vivre et, grâce aux efforts et à la détermination de ses enfants, Gaza reviendra encore plus belle qu'avant. »

[Propos recueillis en juin 2024]

TOUR D'HORIZON

FRANCE

Rentrée scolaire solidaire



© Jean-Marie Rayapen / SPF

Chaque année, le Secours populaire est aux côtés des familles pour qu'elles puissent préparer au mieux la rentrée des classes de leurs enfants. Des collectes de fournitures scolaires sont ainsi organisées dans toute la France dès le début de l'été. Dans le même temps, les bénévoles proposent aux familles de souscrire des assurances scolaires auprès de la MAE à des tarifs préférentiels. L'association se mobilise aussi pour favoriser l'accès à l'éducation. Pour que les enfants puissent apprendre, s'épanouir et participer à l'évolution de la société, les bénévoles mettent en place un accompagnement éducatif et scolaire au sein des fédérations. L'aide aux devoirs proposée par les bénévoles s'y combine à l'organisation de sorties culturelles tout au long de l'année.



POUR EN SAVOIR PLUS



© Lisa Miquet / SPF

FRANCE

Des Journées des oubliés dans toute la France

Lancées en 1979, les Journées des oubliés des vacances permettent aux enfants et à des familles qui, alors que l'été s'achève ne sont toujours pas partis en vacances, de s'évader le

temps d'une journée. Mer, nature, parc d'attractions : ces journées permettent à tous d'avoir de beaux souvenirs. Cet été, 50 J.O.V. ont été programmées.



© FJT / SPF

MAROC

UN AN APRÈS LE SÉISME AU MAROC

Le 8 septembre 2023, la province d'Al-Haouz (Haut-Atlas) était meurtrie par le pire séisme de l'histoire du Maroc. Le Secours populaire a immédiatement apporté son soutien à ses partenaires locaux. Ainsi l'association FJT a permis à 40 familles de reconstruire leur maison, 100 autres de s'équiper d'un poulailler pour générer des revenus et 600 familles ont été aidées en colis alimentaires et de produits d'hygiène. Une caravane initiée par IFLAN est passée dans 16 écoles, permettant à 6500 élèves sinistrés de participer à des ateliers éducatifs et des activités ludiques et sportives. Cet été, des enfants marocains ont été invités en France dans des villages « Copain du Monde » ainsi qu'aux Jeux olympiques.

DANS LES ZONES RURALES, LA SITUATION S'AGGRAVE

Le 18^e baromètre de la pauvreté et de la précarité réalisé par Ipsos pour le Secours populaire français brosse le tableau d'une précarité qui s'aggrave, s'étend et où l'accès à l'énergie, à la prévention et aux soins est fortement dégradé, en particulier pour les populations des zones rurales.

◆ **Les difficultés financières des Français ne faiblissent pas malgré une légère accalmie sur le front de l'inflation.** C'est ce que montre la 18^e édition du baromètre de la pauvreté et de la précarité Ipsos / Secours populaire* : deux Français sur cinq disent désormais avoir traversé « une période de grande fragilité financière » au moins à un moment de leur vie. Jamais ce niveau n'a été aussi élevé depuis le pic enregistré en 2013. Le niveau de difficulté est tel qu'au total, 62% des Français déclarent avoir connu la pauvreté ou avoir risqué d'y tomber. Un chiffre en hausse de 4 points par rapport à 2023.

Cette fragilité financière touche en premier lieu les catégories populaires. Ainsi, 80% des ouvriers déclarent « avoir connu la pauvreté ou avoir été sur le point de la connaître », un niveau en progression de 6 points en un an. Parmi les personnes vivant dans les communes rurales, zones où la population est constituée d'une part importante d'ouvriers et d'employés, le niveau monte à 69%. Le ressenti dans les zones rurales a été particulièrement interrogé dans cette édition du baromètre 2024, en raison de l'actualité et des témoignages des bénévoles sur le terrain

Compte tenu d'une situation économique sur le fil du rasoir pour de très nombreuses familles, la crainte d'une transmission de la pauvreté entre générations est massivement partagée : 79% des Français estiment que les risques sont plus élevés pour les jeunes. C'est chez les parents d'enfants de moins de 18 ans que l'inquiétude est la plus grande (86%). Cette préoccupation s'est stabilisée à ces niveaux très élevés depuis 2018. Cela traduit un manque de confiance dans le futur au vu de la calcification continue des processus de reproduction des inégalités.

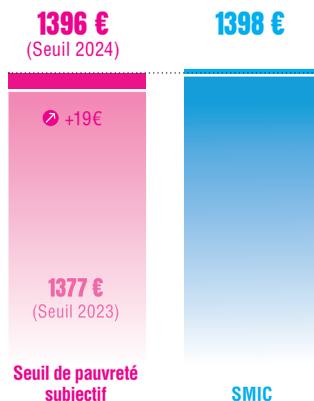
La grande fragilité de nombreux ménages se reflète dans la hausse, pour la troisième année consécutive,

“62% des Français déclarent avoir connu la pauvreté ou avoir été sur le point de la connaître.”

du “*seuil de pauvreté subjectif*” : une personne seule doit désormais disposer de 1396 euros par mois pour ne pas être considérée comme pauvre, selon les Français. Au terme d'une hausse de 19 euros par rapport à 2023, le “*seuil de pauvreté subjectif*” n'avait jamais été porté aussi haut par les personnes interrogées, le plaçant pour la première fois à 2 euros du SMIC (1398 euros nets pour un mois travaillé à temps plein).

S'il faut disposer au minimum d'un SMIC pour faire face aux dépenses de la vie quotidienne, c'est que les fins de mois restent tendues : 52% des répondants déclarent ne toujours pas réussir à mettre de l'argent de côté (-1% seulement en un an). Surtout, 16% des personnes interrogées sont même à découvert chaque mois. Là

Le sentiment de pauvreté n'est plus qu'à quelques euros du SMIC.



encore, la proportion est en recul par rapport à l'an dernier (-2%), mais les ouvriers, qui constituent la catégorie sociale la plus confrontée à cette précarité, voient leur compte bancaire plonger dans le rouge deux fois plus souvent que le reste de la population (31%).

Les factures sont si lourdes...

Les fins de mois difficiles résultent d'arbitrages de plus en plus serrés. On observe une nouvelle dégradation en 2024 sur de nombreux postes budgétaires essentiels tels que l'énergie, le logement ou l'accès à une mutuelle santé : jamais les difficultés enregistrées sur ces postes n'ont été aussi élevées. Près d'une personne sur deux peine à payer ses factures d'énergie : 47%, un nouveau record, au terme d'une hausse de 2 points depuis 2023. Les factures sont si lourdes que 43% des personnes interrogées ne chauffent pas leur logement lorsqu'il fait froid, « parfois ou régulièrement ».

Particulièrement frappés, plus des deux tiers des répondants disposant de revenus inférieurs à 1200 euros nets par mois ont du mal à régler leurs dépenses énergétiques : ils sont 69%, un niveau en hausse de 5 points par rapport au baromètre précédent, montrant ainsi une dégradation très forte de la situation des plus de 8 millions de personnes vivant avec les revenus les plus bas.

De même, le coût du logement continue de fragiliser les familles, à un



© Jean-Marie Rayapen / SPF



Les habitants des zones rurales sont particulièrement frappés par la hausse de la pauvreté.

30 %

des Français éprouvent des difficultés à se procurer une alimentation saine permettant de faire 3 repas par jour.

34 %

des Français accèdent difficilement aux services de santé (44 % parmi la population rurale).

niveau jamais mesuré auparavant : 38 % rencontrent des difficultés à payer leur loyer ou leur emprunt immobilier (+4 points). Ce qui corrobore les témoignages recueillis par les bénévoles sur le terrain depuis des mois.

Enfin, un autre record est à déplorer, dans le domaine de la santé cette fois : 29 % des répondants éprouvent de fortes contraintes pour disposer d'une mutuelle (+3 points). De la même façon, du fait de la baisse de son pouvoir d'achat ces dernières années, un Français sur trois (32 %) est toujours contraint « parfois ou régulièrement » à ne pas faire trois repas par jour.

De tels contrastes entre les différents niveaux de vie témoignent d'une aggravation des inégalités d'accès aux besoins essentiels. Ces écarts se mesurent aussi entre habitants des grandes villes, globalement plus aisés, et des petites communes rurales, où les catégories populaires sont très représentées.

Ainsi, 57 % des ruraux peinent à partir en vacances au moins une fois par an. C'est 9 points de plus que pour l'ensemble de la population alors que les vacances participent au bien-être des personnes et à leur dignité. De

même, hors des métropoles, 40 % des répondants ont de grandes difficultés à disposer d'équipements numériques en état de fonctionnement. C'est 7 points de plus que l'ensemble des Français. Une privation qui marginalise dans une société où l'accès aux services, et même aux services publics, a massivement migré sur Internet, rendant plus aléatoire la possibilité de faire valoir ses droits.

Les privations touchent tous les secteurs de la vie

Violence à distance, mais aussi dans l'image de soi que les gens peuvent renvoyer à leur entourage : 36 % des habitants des espaces ruraux peinent à prendre soin de leur apparence physique, faute de moyens. C'est un niveau supérieur à la moyenne des personnes interrogées (31 %).

Les privations touchent tous les secteurs de la vie. En cette année qui aura vu le retour des Jeux olympiques et paralympiques à Paris, un siècle après leur précédente édition dans la ville Lumière, un habitant sur trois vivant dans une commune rurale (31 %) renonce à pratiquer un sport ou une activité de loisirs. Ces privations sont encore plus fortement ressenties dans la population d'ensemble (35 %).

Les inégalités s'expriment aussi sur le plan collectif. « Si certains territoires sont moins dotés en services publics, ce n'est pas du fait de leur ruralité mais de la pauvreté de ceux qui les habitent », notent les sociologues Benoît Coquard et Clara Deville (*Le Monde diplomatique*, juillet 2024). Pour l'accès aux services publics fondamentaux, la situation apparaît préoccupante : un Français sur trois (34 %) juge difficile l'accès aux services de santé autour de chez lui. Cette proportion atteint près de deux habitants sur cinq en zone rurale (44 %). En matière de transports en commun, 59 % des ruraux estiment que leur accès est difficile, soit parce qu'ils sont trop éloignés ou trop irréguliers ; c'est 18 points de plus que pour les réponses de l'ensemble des Français. Enfin, près d'un quart des habitants vivant hors des villes grandes ou moyennes (24 %) jugent les différents services sociaux peu accessibles. Et ce, alors que les besoins y sont souvent élevés.

* Le baromètre de la pauvreté et de la précarité a été mené auprès de 996 personnes, constituant un échantillon représentatif de la population française âgée de 16 ans et plus. Elles ont été interrogées par téléphone du 24 au 26 mai 2024.

DÉCRYPTAGE

📍 Magny-en-Vexin

Photos : © Ninoman Cadoret / SPFF



REPORTAGE Avec les oubliés du Vexin

◆ Chaque jeudi, l'équipe de bénévoles du Secours populaire de Saint-Ouen-l'Aumône prend la direction de Magny-en-Vexin, à 60 kilomètres de la capitale.

« On a le temps de voir défilé les champs de blé, de betteraves et de colza », rigole Pascal au volant du Renault Master, qui ressemble à un camping-car depuis qu'il a été rallongé pour stocker une tonne de denrées alimentaires. Une fois par semaine, l'équipe établit dans ce gros bourg de 6000 habitants une antenne mobile pour venir en aide aux habitants confrontés à la précarité :



« Ici, les cars s'arrêtent à 21 h... ça limite les emplois auxquels on peut postuler. »

femmes isolées avec enfants, actifs en recherche d'emploi, travailleurs handicapés, jeunes et célibataires aux petits boulots à temps partiels, des retraités « aux revenus au ras des pâquerettes », détaille Yves, l'un des deux référents de l'équipe du Solidaribus qui compte dix bénévoles. Pascal, suivi par Christian qui conduit une camionnette plus petite, s'engouffrent entre les devantures de commerces en tous genres dont certains rideaux de fer demeurent invariablement baissés. Des personnes attendent déjà devant le rectangle dépouillé de la salle des fêtes depuis un an. Il y a deux ans, une quinzaine de familles venaient retrouver les bénévoles. Désormais, elles sont une centaine.



« Laitages, viandes, légumes secs, je ne mange que ce que le Secours populaire me fournit. Je ne peux rien acheter, mon compte est à découvert », raconte Laura, vendeuse en boulangerie dont le SMIC est grevé par l'apurement d'un passif laissé par son ex-compagnon. La jeune brune aux cheveux mi-longs paie aussi le crédit pour sa voiture,

« indispensable » dans cette zone du Val-d'Oise desservie par des cars dont les horaires restreints sont un sujet de conversation devant le Solidaribus.

« Ici, les cars s'arrêtent à 21 h, donc impossible de faire la fermeture d'un restaurant, ça limite les emplois auxquels on peut postuler », avance Steacy, la vingtaine, venue accompagner une amie. Selon l'édition 2024 du baromètre Ipsos / Secours populaire, 59% des habitants de zones rurales estiment que l'accès aux transports en commun est difficile ; c'est 18 points de plus que pour l'ensemble des Français.

Quoi qu'il arrive, on est là tous les jeudis, été comme hiver

« Avec le Solidaribus, nous allons au-devant des familles. Ça change tout au niveau de la relation entre les bénévoles et les personnes aidées, s'enthousiasme Yves, très impliqué. On vient un peu comme l'épicier avec sa camionnette Citroën, dans le temps. Quoi qu'il arrive, on est là tous les jeudis, été comme hiver. Pour les familles, c'est un soulagement. » Ça aide Laura, la jeune vendeuse, à « continuer à tenir ». Il lui faudra encore des années de ténacité avant de régler sa situation.

DÉCRYPTAGE

📍 Magny-en-Vexin

Pascal et Christian se sont garés sur le parking, en face de la porte d'entrée de la salle des fêtes. Les bénévoles déchargent la plus grande partie des denrées. Les gens ont commencé à entrer. Ils s'acquittent de quelques euros avant d'aller remplir leurs sacs : café, concentré de tomates, corn-flakes, farine, haricots, huile, maïs, sardines, semoule, thon... Dans le fond de la salle, Fred et Hocine, deux bénévoles de la commune, leur mettent à disposition toute l'épicerie ; sans oublier le chocolat, les friandises et les gâteaux pour les enfants.

« Vu le prix de la viande dans le commerce, on achète plutôt des saucisses, du jambon, même si hier on a fait une petite folie avec des Cordons bleus pour les petits », témoigne Céline, 38 ans, la mère de Lucas et Gabriel, 9 et 6 ans. Cette escalope de porc panée, farcie de fromage, représente *« une petite folie »* car son mari Denis n'a plus trouvé de travail après qu'une crise

« Les prix se sont envolés. »

d'asthme l'a plongé dans le coma au beau milieu de son ancien atelier de recyclage informatique *« avec des poussières partout »* : le paquet de Cordons bleus *« n'était que pour eux »*, tempère l'homme de 57 ans. *« On a préféré le leur laisser. J'ai été élevé comme ça. »*

Au fur et à mesure, les relations se nouent

« Pour faire le point sur leur situation de manière confidentielle, il y a le compartiment aménagé du Solidaribus », explique Bruno, le secrétaire général de la fédération du Secours populaire du Val-d'Oise, qui vient de saluer tout le monde. Les bénévoles apportent aussi des

vêtements, des produits d'hygiène – dont les prix *« se sont envolés »* – et proposent aussi des séjours de vacances à Oléron, en Normandie, en Bretagne ; ou des sorties pour les enfants.

Au fur et à mesure, les relations se nouent, *« les gens nous parlent facilement et nous pouvons même les aiguiller pour refaire une demande à la CAF ou s'ils sont bloqués sur leur déclaration d'impôts »*, confie Yves avec fierté. Si l'entretien n'a pas permis de régler la situation, les bénévoles les aiguillent vers le pôle de soutien administratif municipal, *« de manière très précise : "Allez voir telle personne dans ce bureau". »* Céline et Denis viennent de recevoir un courrier annonçant que le RSA de Céline sera diminué alors que son mari vient tout juste d'apprendre, le matin même, que ses allocations chômage ont été *« coupées »*. *« Alors qu'on a toujours envoyé tous les papiers »,* réagit Denis avec une pointe d'exaspération.



« On a fait une petite folie, on a acheté des Cordons bleus pour les petits. »

« Ces à-coups administratifs ne facilitent pas la vie du couple »

« Je vais encore devoir retourner à Cergy par le car, encore refaire un dossier », lâche Denis, désabusé. Ces à-coups administratifs ne facilitent pas la vie du couple. « La première fois que nous sommes venus au Secours populaire, il y a deux ans, c'était parce que je ne touchais pas encore le RSA », explique Céline qui a pu compter sur l'appui des bénévoles pour constituer le dossier. Comme beaucoup d'aide-soignantes, elle a dû abandonner cette profession après s'être « bloqué » le dos, à force de soulever des patients pendant des années. Un sourire apparaît sur son visage rond : elle veut devenir caissière.

À côté d'elle, Steacy, venue accompagner une amie, a engagé la discussion avec les bénévoles, qui ne l'avaient pas vue depuis longtemps. La jeune femme, qui a un petit tatouage dans le cou, vit maintenant à Montpellier où elle a trouvé une formation dans l'hôtellerie. « Les gens restent ici en général, y a que des jeunes qui partent. »

66 %

des Français souhaitent s'impliquer pour aider les personnes en situation de pauvreté.



POUR EN SAVOIR PLUS



© Maïté Batini / SPF

TÉMOIGNAGE

« Nous ne partons en vacances que tous les trois ans »



J'ai commencé à travailler à l'âge de 15 ans par faire les "saisons" : maïs, pommes de terre, melons, pêches, pommes, fraises... Les cerises, il faut les cueillir avec la petite fleur, avec la queue et au bon calibre sinon c'est une retenue sur le salaire. J'ai même travaillé, enceinte, dans la restauration. Je n'ai pas le permis, ça ne m'a jamais empêché de faire les trois-huit à l'usine de vins et de sirops de Beaucaire : pendant des années, j'y suis allée à vélo. Je mettais une heure pour y aller et une autre pour en revenir. Je ne travaille pas depuis que j'ai contracté, lors d'un accouchement, il y a plusieurs années, une maladie invalidante qui n'est pas reconnue comme telle par la Maison départementale pour les personnes handicapées, "parce que je peux encore marcher"... Quand mes filles iront toutes à l'école, je reprendrai les heures de ménage mais pas avant,

sinon l'argent que je gagnerais partirait immédiatement dans les heures de garde d'enfants. Je suis venu [au Mont Aigoual dans les Cévennes, pour un séjours vacances solidaire] avec mon compagnon et quatre de nos enfants. Prendre l'air, leur faire découvrir la nature, ça me plaît. Nous ne partons en vacances que tous les trois ans, voir des membres de la famille à Bordeaux. Cette année, c'est nous qui les recevons, après nous verrons quand on pourra y aller, mais en ce moment, je compte chaque euro car le père de mes enfants est en arrêt de travail depuis plusieurs mois à force de répéter les mêmes gestes d'ouvrier boulanger tous les jours. »

PASCALINE

Pascaline habite dans un village près de Nîmes et est aidée par le Secours populaire du Gard.



Europe : la précarité, une réalité préoccupante

Pour la seconde année consécutive, le baromètre européen de la pauvreté et de la précarité* a été réalisé dans 10 pays. Près d'un tiers des Européens (29%) se considèrent confrontés à la précarité. Si la situation est préoccupante sur tout le continent, près de la moitié de la population est concernée en Grèce (46%) et en Moldavie (45%). Si une majorité des Européens (56%) déclare réussir à boucler ses fins de mois, elle est contrainte de faire attention à ses dépenses. Seuls 15% déclarent avoir une bonne situation financière.

La précarité résulte dans près des trois-quarts des cas (72%) de revenus insuffisants : avoir un travail ne signifie pas forcément désormais bénéficier d'une situation stable. Plus d'un tiers des actifs (35%) déclarent que les revenus issus de leur activité professionnelle sont insuffisants pour faire face à l'ensemble de leurs dépenses. Au Portugal, en Grèce et en Serbie, c'est près de la moitié des actifs qui n'arrivent pas à couvrir leurs dépenses avec leur salaire.

Les Européens sont pessimistes pour les générations futures. Selon eux, la situation est amenée à se détériorer et les jeunes auront plus de

“Ces résultats montrent que rien ne s'améliore vraiment d'une année sur l'autre...”

difficultés à obtenir un emploi stable (60%), un logement décent (59%), des services de santé (52%) et de bonnes conditions de travail (50%).

Même si l'inflation a ralenti, le niveau des prix reste élevé si bien que plus de la moitié des Européens (52%) ont récemment dû se priver du fait de leur situation financière. Les loisirs sont les premiers à être sacrifiés : près de 2 Européens sur 3 ont dû renoncer à des sorties (62%) et une proportion similaire de parents n'a pas pu faire de sorties ou profiter de loisirs en famille (68%). La situation est si tendue que 1 habitant du continent sur 3 déclare ne pas pouvoir subvenir aux besoins essentiels de ses enfants (31%). Pour les adultes, les privations sont multiples. Plus d'un Européen sur deux (58%) a déjà dû restreindre ses

35%

des Européens déclarent que les revenus issus de leur activité professionnelle ne leur permettent pas de faire face à l'ensemble de leurs dépenses.

27%

des Européens déclarent avoir faim et sauter un repas.

Soit près d'1 Européen sur 3.

31%

des Européens déclarent ne pas pouvoir subvenir aux besoins essentiels de leurs enfants.

Soit plus d'1 Européen sur 3.

déplacements et près de 1 sur 3 déclare avoir faim et même plus du quart est contraint de sauter un repas (27%).

À la lumière de ces chiffres, il est difficile de deviner que l'Europe est la zone la plus riche du monde...

« Ces résultats montrent que rien ne s'améliore vraiment d'une année sur l'autre et que la situation générale reste dramatique, souligne Carlo Testini, membre de l'association ARCI, le partenaire italien du Secours populaire. *Le faible niveau des salaires qui produit le phénomène des travailleurs pauvres apparaît comme la question principale sur le continent.* »

*En ligne, du 13 juin au 3 juillet 2024, auprès de 10 000 personnes dans 10 pays européens : France, Allemagne, Grèce, Italie, Pologne, Royaume-Uni, Moldavie, Portugal, Roumanie et Serbie.



POUR EN SAVOIR PLUS



UN FOYER POUR LES ENFANTS DES BIDONVILLES



© Photos : Jean-Marie Rayepien / SPP

À Belgrade, notre partenaire CYI (Center for Youth Integration) vient en aide aux enfants des rues, dans les bidonvilles où vivent les Roms mais aussi dans les camps de réfugiés. Œuvrant pour leur scolarisation puis leur insertion professionnelle, les équipes de CYI luttent pour leur insertion dans la société serbe. Reportage dans le Centre d'accueil de jour de Zvesdara.

Hellena connaît le labyrinthe du bidonville de Vuka Vrcevicca comme sa poche. Elle salue les familles, glisse un mot aux enfants qui viennent à sa rencontre, anticipe les poches d'eau stagnantes et les rigoles boueuses, semble indifférente aux odeurs pestilentielles que libère la canicule de ce jour de juillet. 300 familles vivent ici, dans des cabanes assemblées

de matériaux de récupération ou, pour les plus chanceuses, dans de petites baraques en aggro. Ni eau, ni électricité pour ces familles roms, qui « *chaque jour, se battent pour survivre* ». Hellena fait partie des équipes mobiles de CYI (Centre pour l'intégration des jeunes), une association partenaire du Secours populaire qui, depuis 2004, œuvre pour venir en aide aux enfants des rues de Belgrade. À ses côtés court Dahim, onze ans, l'un des neuf enfants de la famille Gasi. Les équipes de CYI accompagnent la fratrie depuis plus de dix ans.

Un accompagnement global

« *La première fois qu'ils nous ont aidés, c'était avec de la nourriture et des vêtements, se souvient son grand frère Nazim, 18 ans. Et puis après, ils ont inscrit les enfants à l'école.* » Nazim,

quant à lui, n'y est jamais allé et subsiste, depuis qu'il a douze ans, en effectuant des travaux de déblaiement sur les chantiers – les moins qualifiés et les plus pénibles, sans contrat de travail, comme c'est très souvent le cas pour les Roms, marginalisés en Serbie. Grâce à l'intervention de CYI, Dahim a pu être scolarisé. « *Au début, des bénévoles de CYI venaient chercher les enfants du camp et les emmenaient à l'école chaque matin. C'est comme ça qu'on a fait connaissance* », témoigne Nazim. À présent, Dahim, ainsi que trois de ses frères et sœurs, vont à l'école tout seuls. « *On y va à pied ! J'aime beaucoup l'école et la maîtresse m'a dit que je travaillais bien* », sourit le petit garçon. « *Mes devoirs, je les fais au Centre d'accueil* », poursuit-il. Dahim évoque le Centre de Zvesdara, l'un des deux lieux d'accueil de jour pour les enfants roms que CYI

REPORTAGE

« *Quand ils viennent ici, ils sentent qu'ils sont entourés et peuvent faire les choses que font habituellement tous les enfants.* »

a installés dans Belgrade – les « *drop in shelters* », comme tout le monde les appelle. Comme les 400 enfants qui les fréquentent, Dahim y bénéficie d'un accompagnement global. Les professionnels de CYI pourvoient aux besoins essentiels de ces enfants démunis : un petit déjeuner ou un repas chaud, la possibilité de prendre une douche, trouver des vêtements propres, être accompagnés dans leurs devoirs, participer à des ateliers créatifs, éducatifs ou ludiques, bénéficier d'un soutien psychologique. « *J'y retrouve des copains, on joue au basket !* », s'anime Dahim. Mais ce qu'il préfère avant tout, c'est « *être dans la nature* » – en effet, CYI organise de nombreuses sorties en forêt ou dans des parcs, mais aussi dans les musées, au cinéma. Le Centre d'accueil se veut à la fois fenêtre ouverte sur le monde et foyer sûr et chaleureux. « *Quand ils viennent ici, ils sentent qu'ils sont entourés et peuvent faire les choses que font habituellement*



Dragana, coordinatrice du Centre d'accueil de jour, lors d'un atelier de création de bijoux.

tous les enfants : jouer, rire, faire les devoirs, manger un goûter », témoigne Neda, assistante sociale au Centre. Autour d'elle, les lieux sont emplis de lumière et de couleurs, les murs sont couverts de dessins d'enfants, les meubles ornés de leurs créations artisanales. « *Ici, c'est chez eux !* », ajoute-t-elle. Le sourire de Neda, comme ceux de la trentaine de salariés et volontaires qui œuvrent quotidiennement au sein des deux centres (soignants, avocats, éducateurs spécialisés, psychologues pour enfants et travailleurs sociaux), a dû guérir bien des blessures. « *Certains font un travail de médiation entre les familles des enfants et les différentes institutions afin de leur faire*

accéder à leurs droits », précise Dragana, coordinatrice des deux centres d'accueil. C'est une des clés, selon cette petite femme déterminée, pour lutter contre « *la triple discrimination que ces enfants vivent parce qu'ils sont roms, pauvres et vivent dans des bidonvilles* ». Les conditions extrêmes dans lesquelles se débattent leurs familles font que ces enfants sont parfois contraints de travailler ou de mendier. « *Aussi, le temps qu'ils passent avec nous, c'est un temps où ils ne sont pas dans la rue, ne souffrent pas de la faim, ne risquent pas d'être victimes d'abus ou de violences*, note Dragana. *C'est un temps préservé, où ils sont en sécurité.* »

TÉMOIGNAGE



« J'essaie d'apporter beaucoup d'attention aux enfants du Centre et de les valoriser car je souhaite qu'ils prennent conscience qu'ils comptent, qu'ils aient une meilleure estime d'eux-mêmes. Ils en sont privés dans leur vie quotidienne. Ils sont d'abord surpris qu'on s'intéresse à eux mais, ensuite, ils sont très heureux – ils ont rarement l'occasion de parler avec d'autres personnes. Nous leur expliquons que quoi qu'il leur arrive, ils doivent nous en parler afin que nous puissions les aider. Ces enfants,

confrontés à la violence et à la discrimination, ont tendance à les reproduire entre eux les premières fois qu'ils viennent au Centre. C'est un point sur lequel on travaille dur avec eux : puisqu'ici c'est un endroit chaleureux, sûr, il ne peut pas y avoir de violence ni de discrimination. Les enfants y apprennent à vivre en paix et avec leurs différences. »

NEDA

Travailleuse sociale dans le Centre d'accueil de Zvezdara.

UN ÉTÉ SPORTIF ET SOLIDAIRE

Pour le Secours populaire, l'objectif de cet été était de faire de Paris 2024 une grande fête pour tous. Pari réussi avec 4000 invités aux épreuves. Mais comme chaque année, d'autres rendez-vous ont eu lieu pour rendre accessible le sport, y compris au-delà de nos frontières.



© Anais Oudart / SPF



POUR EN SAVOIR PLUS



© Maïté Baidi / SPF

Partenaire du Tour de France, le Secours populaire organise des activités sportives pour les « oubliés du sport » durant certaines étapes de la compétition. Les bénévoles du Secours populaire accompagnent des jeunes et des familles afin de découvrir les valeurs du sport, l'ambiance du Tour et faire de nouvelles rencontres. C'est le 16 juillet à Vergèze, dans le Gard, qu'une vingtaine d'enfants de 8 à 14 ans ont découvert le BMX.

Le partenaire serbe du Secours populaire, CYI (Center for Youth Integration – Centre pour l'insertion des jeunes), a organisé, du 6 au 11 juillet à Belgrade, un camp sportif et solidaire pour une centaine d'enfants. Originaires de Serbie, Bosnie, Monténégro et France, ils ont pu, à travers le sport, se rencontrer, éprouver la richesse des différences et les vertus de la solidarité.



© Jean-Marie Rayapen / SPF

« Ça donne envie de revenir ! » C'est le résumé enthousiaste d'une matinée dans l'ambiance du Stade de France pour des épreuves d'athlétisme des J.O. 2024. Le Secours populaire avait invité une cinquantaine de locataires HLM le 29 juillet, en partenariat avec la Fondation FDJ.

EN MOUVEMENT



© Christophe Da Silva / SPF

📷 Un groupe de quatorze jeunes Chinoises, leurs huit accompagnateurs, cinq jeunes Belges et treize Français a découvert les Jeux de Paris, lors d'un match de basket féminin à Lille opposant le Nigeria et l'Australie : ambiance festive et dépaysement garantis ! Issus de trois pays différents, ces jeunes ont partagé les mêmes enthousiasmes, se sont découverts — loin des stéréotypes — sans parler la même langue. Ils ont même commencé à faire émerger des idées pour faire vivre la solidarité à travers le vecteur du sport.



© Jean-Marie Rayapen / SPF

📷 Treize enfants de la fédération de l'Eure (27) et de Saint-Martin (Antilles françaises) ont assisté vendredi 2 août à des épreuves de boxe des J.O. à l'Arena Paris Nord de Villepinte (93). Au programme : les huitièmes et quarts de finale homme et femme qui se déroulent sur le site du parc des expositions, transformé pour l'occasion en une immense arène sportive.



© Jean-Marie Rayapen / SPF

📷 La fédération de la Haute-Vienne a invité une dizaine d'enfants de Bosnie et du Kosovo à découvrir la culture française (leur séjour s'est partagé entre Limoges et La Rochelle) et vivre les J.O. (ils ont pu s'initier à l'escrime). Les 30 et 31 août se sont déroulés à Paris, où ils ont été rejoints par 24 enfants limougeaux : ils ont vu la tour Eiffel, visité le club France 2024 et assisté à une compétition de parathlétisme au Stade de France.

ACTUALITÉ



Le dire pour agir

« Parce que la précarité n'est pas une fatalité, ensemble témoignons, pensons des solutions et passons à l'action ! » La date emblématique du 17 octobre, Journée mondiale du refus de la misère, est l'occasion d'inviter toutes les personnes de bonne volonté à venir rejoindre notre mouvement de solidarité ; elle est aussi une belle opportunité pour relancer notre démarche « *Le dire pour agir* » dans le mouvement et au-delà. Des cahiers seront mis à disposition dans les comités et fédérations pour recueillir la parole des personnes aidées. Cette démarche révèle une fois de plus que le Secours populaire fonde son action sur l'expression directe des personnes en difficulté, afin de jouer son rôle d'aiguillon des pouvoirs publics et d'avocat des pauvres.

AGENDA

27/09-17/10

/2024

LA SOLIDARITÉ EN HÉRITAGE

Campagne nationale de communication sur les legs

Durant trois semaines, le Secours populaire fait connaître cette forme de générosité encore trop peu connue, mais néanmoins fondamentale, que sont les legs.

17/10

/2024

LUTTE CONTRE LA PAUVRETÉ ET LA PRÉCARITÉ

Journée mondiale du refus de la misère

Si c'est toute l'année que le Secours populaire se mobilise pour faire reculer la pauvreté, cette journée créée par ATD Quart monde est un moment qui permet de mettre en lumière les actions conduites quotidiennement par les 90 000 bénévoles de l'association.

1-3/11

/2024

ENGAGEMENT CITOYEN ET SOLIDAIRE

Festival des solidarités de la jeunesse à Montpellier

Durant trois jours, des jeunes venus de toute la France, mais aussi de différents pays d'Europe et du monde, se retrouvent pour échanger et partager leurs expériences de jeunes bénévoles.

20/11

/2024

PROMOTION DES DROITS DE L'ENFANT

Journée internationale des droits de l'enfant

Ce jour-là, « Copain du Monde », le mouvement d'enfants bénévoles du Secours populaire créé en 1992, fait résonner la voix des enfants. Expositions, débats, rencontres se déroulent partout en France.

À LIRE



LA SOLIDARITÉ EN ACTION L'ESSENTIEL DE L'ACTIVITÉ DU SECOURS POPULAIRE 2023

Cette brochure, qui existe aussi en versions anglaise et espagnole, recueille le bilan de l'activité de l'association, résumée en ses actions et temps forts ainsi que ses chiffres clés. Un volet financier permet de rendre compte de l'utilisation des fonds collectés par le Secours populaire grâce à la générosité du public.



ON PEUT DONNER DU BONHEUR, ON PEUT AUSSI LE TRANSMETTRE

© Bruno Manno

LEGS, DONATIONS, ASSURANCES-VIE

Léguer au Secours populaire français, c'est multiplier votre bonheur à l'infini pour faire vivre une solidarité de proximité contre la pauvreté et l'exclusion des enfants et des personnes les plus démunies.



Demande de documentation gratuite et confidentielle

À renvoyer au Secours populaire français - 9/11, rue Froissart - 75140 Paris Cedex 03

OUI, je souhaite recevoir la brochure sur les legs, donations et assurances-vie par: courrier email

Mlle Mme M. Nom* Prénom

Adresse :

Code postal Ville

Téléphone E-mail



Votre contact:
Carole Pezron
01 44 78 79 26

Le Secours populaire français est une association reconnue d'utilité publique. Exonérée de tous droits de succession, elle vous garantit le respect scrupuleux de vos volontés et la rigueur de la gestion dans l'utilisation des fonds.



* Les informations recueillies sur ce formulaire sont enregistrées dans un fichier informatisé par le Secours populaire français, 9 rue Froissart - 75140 Paris CEDEX 03. Le responsable de traitement est M. Thierry Robert, Directeur général. Ces données sont destinées à la Direction de la communication et de la collecte, à la Direction financière et aux tiers mandatés par le Secours populaire français, à des fins de gestion interne, pour répondre à vos demandes, faire appel à votre générosité, vous adresser votre reçu fiscal ainsi que des informations sur les missions du SPF et vous remettre la carte de donateur. Le Secours populaire français ne transfère pas les données en dehors de l'Union Européenne. Les données ne sont ni louées, ni échangées, ni vendues à des tiers. Conformément à la réglementation relative à la protection des données à caractère personnel, vous pouvez accéder à vos données personnelles, demander leur rectification, limitation ou effacement et vous opposer à leur utilisation, en contactant le «service relation donateur» au 9/11 rue Froissart - 75140 Paris cedex 03 - 01 44 78 22 37 - relation.donateurs@secourspopulaire.fr. Ces données sont conservées pendant la durée strictement nécessaire à la réalisation des finalités précitées.

25CVM385



instaPop

Dans chaque numéro, la photo Instagram du réseau solidaire **secourspop** choisie par la rédaction



© J.-M. Raypen / SPF

Au cœur du spectacle vivant

#Secourspop #Solidarité #FestivaldAvignon #Vacances #Jeunes

Une soixantaine de lycéens, assoiffés de culture, sont allés avec le Secours populaire à la découverte du Festival d'Avignon. Les jeunes ont participé à des ateliers pour apprendre à exprimer leur créativité et à approcher le jeu théâtral. Le soir, ils assistaient à des représentations.



www.secourspopulaire.fr

Abonnez-vous à notre newsletter

